



SEANCE DU 8 DÉCEMBRE 2020

Date d'envoi de la convocation : 27 novembre 2020

Nombre de membres : 192

Nombre de présents : 179

Nombre de votants : 186

A l'ouverture de la séance

Secrétaire de séance : Tony JOUANNEAULT

L'an deux mille vingt, le mardi 8 décembre, le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Cotentin, dûment convoqué, s'est réuni au complexe sportif Marcel Lechanoine à Valognes à 18h00 sous la présidence de David MARGUERITTE,

Étaient présents :

AMBROIS Anne, AMIOT André, AMIOT Guy, AMIOT Sylvie, ANNE Philippe, ANTOINE Joanna, ARRIVÉ Benoît (à partir de 18H30), SYDONIE Aurélie suppléante de ASSELINE Yves, BARBÉ Stéphane, BAUDRY Jean-Marc, BELLIOU DELACOUR Nicole, BERHAULT Bernard, BERTEAUX Jean-Pierre, BIHEL Catherine, BLESTEL Gérard, BOTTA Francis, BOUILLON Jean-Michel, BOUSSELMAME Noureddine, BLANQUET Jean-Philippe suppléant de BRANTHOMME Nicole, BRIENS Eric, BROQUAIRE Guy, BURNOUF Elisabeth, CAPELLE Jacques, CASTELEIN Christèle, CATHERINE Arnaud, CAUVIN Jean-Louis, COQUELIN Jacques, COUPÉ Stéphanie, CRESPIER Francis, CROIZER Alain, D'AIGREMONT Jean-Marie, DE BOURSETTY Olivier, DENIAUX Johan, DENIS Daniel, LELIEVRE Christophe suppléant de DESTRES Henri, DIGARD Antoine, DOREY Jean-Marie, DOUCET Gilbert, DUBOIS Ghislain, DUBOST Nathalie, DUCHEMIN Maurice, DUCOURET Chantal, DUFILS Gérard, DUVAL Karine, FAGNEN Sébastien, FAUCHON Patrick, FAUDEMÉR Christian, FIDELIN Benoît, FONTAINE Hervé, FRANCOIS Yves, FRANCOISE Bruno, FRIGOUT Jean-Marc, GANCEL Daniel, GASNIER Philippe, GENTILE Catherine, GERVAISE Thierry, MESNIL Thérèse suppléante de GILLES Geneviève, GODAN Dominique, GOSELIN Bernard, GOURDIN Sédrick, GROULT André, GRUNEWALD Martine, GUILBERT Joël, GUILLEMETTE Nathalie, HAMELIN-CANAT Anne-Marie, HAMON Myriam, HARDY René, HAYE Laurent, HEBERT Dominique, HEBERT Karine, OLIVIER Stéphane suppléant de HENRY Yves, HERY Sophie, HOULLEGATTE Valérie, HULIN Bertrand, HUREL Karine, HURLOT Juliette, JEANNE Dominique, JOLY Jean-Marc, JOUANNEAULT Tony, JOUAUX Joël, JOZEAU-MARIGNE Muriel, KRIMI Sonia, LAFOSSE Michel, LAINÉ Sylvie, LAMARRE Jean-Robert, LAMORT Philippe, LAMOTTE Jean-François, LANGLOIS Hubert, LE BLOND Auguste, LE DANOIS Francis, LE GUILLOU Alexandrina, LE PETIT Philippe, LE POITTEVIN Lydie, LEBRETON Robert, LEBRUMAN Pascal, LECHATREUX Jean-René, LECHEVALIER Isabelle, LECOQ Jacques, LECOURT Marc, LEFAIX-VERON Odile, LEFAUCONNIER François, LEFAUCONNIER Jean, LEFER Denis, LEFEVRE Hubert, LEFRANC Bertrand, LEGOUET David, LEGOUPIL Jean-Claude, LEJAMTEL Ralph, LEJEUNE Pierre-François, LELONG Gilles, LEMENUÉL Dominique, LEMOIGNE Jean-Paul, LEMOIGNE Sophie, LEMONNIER Hubert, LEMONNIER Thierry, LEMYRE Jean-Pierre, LEONARD Christine, LEPETIT Gilbert, LEPLEY Bruno,

LEPOITTEVIN Gilbert, LEPOITTEVIN Sonia, LEQUERTIER Colette, LEQUILBEC Frédéric, LERENDU Patrick, LEROSSIGNOL Françoise, LEROUX Patrice, LESEIGNEUR Jacques, MESLIN Auguste suppléant de LEVAVASSEUR Jocelyne, MABIRE Caroline, MABIRE Edouard, MADELEINE Anne, MAGHE Jean-Michel, MAHIER Manuela, MARGUERIE Jacques, MARGUERITTE Camille, MARGUERITTE David, MARIE Jacky, MARTIN Patrice, MARTIN Serge, MARTIN-MORVAN Véronique, MAUGER Michel, MAUQUEST Jean-Pierre, MEDERNACH Françoise, MIGNOT Henri, MORIN Daniel (à partir de 19h00), MOUCHEL Evelyne, MOUCHEL Jacky, MOUCHEL Jean-Marie, PARENT Gérard, PELLERIN Jean-Luc, PERRIER Didier, PESNELLE Philippe, PIC Anna, PIQUOT Jean-Louis, PLAINEAU Nadège, POIGNANT Jean-Pierre, POISSON Nicolas, PROVAUX Loïc, RENARD Jean-Marie, RENARD Nathalie, RODRIGUEZ Fabrice, RONSIN Chantal, ROUELLÉ Maurice, ROUSSEAU François, SAGET Eddy, SANSON Odile, SCHMITT Gilles, SIMONIN Philippe, SOLIER Luc, SOURISSE Claudine, TARIN Sandrine, TAVARD Agnès, THOMINET Odile, TOLLEMER Jean-Pierre, VARENNE Valérie, VASSAL Emmanuel, VASSELIN Jean-Paul, VIEL-BONYADI Barzin, VIGER Jacques, VILLETTE Gilbert, VIVIER Sylvain.

Ont donné procurations

AMIOT Florence à HUREL Karine, ASSELINE Etienne à LEROUX Patrice, BALDACCI Nathalie à MIGNOT Henri, BAUDIN Philippe à HEBERT Dominique, COLLAS Hubert à GANCEL Daniel, MORIN Daniel à LE POITTEVIN Lydie (jusqu'à 19h00), VANSTEELANT Gérard à DENIS Daniel.

Excusés :

BROQUET Patrick, FALAIZE Marie-Hélène, FEUILLY Emile, GIOT Gilbert, LETERRIER Richard.

Délibération n° DEL2020_218

OBJET : Révision du règlement applicable aux agents d'astreinte

Exposé

Par délibération du 20 décembre 2018, le conseil communautaire a voté le règlement applicable aux agents d'astreinte soumis au comité technique du 30 novembre 2018.

Des mises à jour régulières de ce règlement ont lieu en fonction des besoins.

Il est donc proposé dans cette délibération une mise à jour du règlement afin :

- d'y intégrer le personnel de la Direction Transport et Mobilité
- de modifier l'astreinte de décision de la Direction du Cycle de l'Eau.

Ces modifications ont été soumises pour avis au Comité Technique des 25 septembre 2020 (DTM) et 13 novembre 2020 (DCE).

Délibération

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 20 décembre 2018,

Vu l'avis favorable du Comité Technique des 25 septembre 2020 et 13 novembre 2020,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la révision du règlement applicable aux agents d'astreinte,

Considérant qu'il est nécessaire d'encourager et de promouvoir la diffusion de règles simples et opposables à l'ensemble des agents d'astreinte de la collectivité tout en préservant la pérennité de leur action liée à l'urgence de l'intervention,

Le conseil communautaire a délibéré (Pour : 186 - Contre : 0 - Abstentions : 1) pour :

- **Adopter** la révision du règlement applicable aux agents d'astreinte,
- **Préciser** que les dépenses en résultant seront imputées au chapitre 012 dépenses de personnel, article 64148 autres indemnités,
- **Autoriser** le Président, le Vice-président ou le Conseiller délégué à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.
- **Dire** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Caen (Calvados) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

- **Dire** que le Président et le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

LE PRESIDENT,

David MARGUERITTE

Règlement applicable aux agents d'astreinte

Introduction

La nature de certaines activités communautaires nécessite de pouvoir recourir à tout moment à des agents qui doivent intervenir dans l'urgence du fait :

- De leur rôle hiérarchique, prendre des décisions ;
- De leurs compétences techniques, intervenir pour rétablir le bon fonctionnement d'installations dont l'interruption aurait un impact conséquent sur la continuité du service à l'utilisateur.

Cette obligation impose à la collectivité de mettre en œuvre un plan d'astreintes secteur par secteur en vue d'assurer une mise en sécurité de l'évènement ou de la situation. Le retour à la situation normale (réparation dans les règles de l'art) est assuré en dehors des créneaux d'astreinte.

Pour mémoire, le Maire est responsable dans sa commune de la sécurité et des secours. Il lui appartient de « prévenir par des précautions convenables, et de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, ainsi que les pollutions de toute nature, les incendies, les inondations... et s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure » (art. L.2212-2 et 4 du C.G.C.T.).

Les Plans Communaux de Sauvegarde (P.C.S.), déterminent, en fonction de risques connus ou encourus, les mesures immédiates de sauvegarde et de protection des personnes, recensent les moyens disponibles en appui des services de secours et définissent la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et de soutien de la population.

Astreinte et permanence

Le régime d'indemnisation ou de compensation des astreintes est introduit par le décret du 12 janvier 2001 relatif à l'ARTT et applicable à la Fonction Publique Territoriale (décret n° 2005-542 du 29 mai 2005). Les textes sur lesquels s'appuie ce décret de 2005 sont abrogés par le :

- Décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement
- Arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement.

En vertu du principe de parité entre les fonctions publiques, le dispositif issu du décret et de l'arrêté du 14 avril dernier est applicable à la FPT, nonobstant le fait que le décret de 2005 n'ait pas été modifié.

Une distinction est donc à opérer. Elle concerne la filière technique, davantage concernée par ces obligations de service, qui dispose d'un régime spécifique de compensation vis-à-vis des autres filières et qui dispose également de distinctions suivant le motif d'astreinte.

Il peut être organisé dans la filière technique des astreintes dites « d'exploitation », des astreintes dites « de sécurité » dans le cadre par exemple d'une situation de crise.

Ces différenciations proviennent directement du régime indemnitaire applicable aux personnels du Ministère de l'Équipement et des Décrets n° 2003-363 du 15 avril 2003 et n° 2003-545 du 18 juin 2003 qui s'imposent donc à l'employeur.

La définition de la notion d'astreinte est explicitée dans le décret susvisé de 2005 :

L'astreinte

Elle s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail (article 2 du décret n° 2005-542). L'astreinte est ici une position de simple présence, d'attente, passée au domicile du salarié ou dans un lieu leur permettant de rejoindre les équipements en 30 mn maximum, pendant laquelle le salarié peut vaquer librement à ses occupations ; elle fait donc l'objet d'une indemnité d'astreinte. Seules les périodes d'intervention du salarié pendant l'astreinte seront comptées comme du temps de travail effectif.

L'organisation des astreintes

L'assemblée délibérante de la collectivité détermine les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés. Cette délibération doit être précédée de l'avis du Comité Technique.

Dans le cadre d'une astreinte, l'employeur verse à l'agent une indemnité, ou à défaut, un repos compensateur, conformément aux modalités définies par l'assemblée délibérante.

Le temps de travail effectif accompli lors d'une intervention est rémunéré en sus de l'indemnité. Il s'opère :

- Soit par le paiement d'une indemnité d'astreinte pour les agents à temps complet pouvant y prétendre ;
- Soit par l'octroi de récupération.

Les astreintes ne sont pas réservées aux agents de cadres d'emplois définis, elles sont applicables à tout agent territorial titulaire, stagiaire et non titulaire qui en effectue.

La réglementation de référence (décret n° 2003-363 du 3 avril 2003) prévoit notamment différents types d'astreintes pour la filière technique exclusivement :

- **Astreinte d'exploitation** ou astreinte de droit commun, situation des agents dans l'obligation de demeurer soit à leur domicile soit à proximité afin d'être en mesure d'intervenir ;
- **Astreinte de sécurité** : agents appelés par l'autorité territoriale à participer à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin en renforcement en moyens humains faisant suite à un événement soudain ou imprévu (situation de crise ou de pré-crise) ;
- **Astreinte de décision** : Situation des personnels d'encadrement pouvant être joints directement par l'autorité territoriale, en dehors des heures d'activité normale du service, afin d'arrêter les dispositions nécessaires.

Le présent document a donc pour objet de préciser la mise en œuvre de cette réglementation en décrivant dans un premier temps les modalités d'organisation des astreintes et permanences éventuelles et notamment la liste des emplois concernés (I) et dans un second temps les modalités de rémunération ou de compensation (II).

I Organisation des astreintes

Le tableau ci-après, identifie pour chaque service, les activités pour lesquelles la collectivité estime nécessaire de garantir la continuité du fonctionnement propre à chacun. Il s'agit avant tout de fixer un cadre de gestion, en identifiant précisément :

- Le rythme des contraintes imposées aux agents : il peut être annuel, saisonnier, mensuel, hebdomadaire, ponctuel ;
- Le nombre des agents concernés au total et par cycle ;
- Les moyens mis à disposition des agents pour assurer leur mission (véhicule, téléphone, mobile, équipement de protection individuel) ;
- Les moyens mis en œuvre par le service ou la direction afin de contrôler l'activité des agents ;
- Les emplois, donc les qualifications professionnelles requises.

[Les obligations de la collectivité](#)

La collectivité veille à définir, planifier et répartir les astreintes dans un délai raisonnable et suffisant. Les plannings des différentes astreintes sont définis par semestre. Ces plannings sont portés à la connaissance des agents concernés mensuellement.

Ils peuvent être modifiés par nécessité de service (notamment en raison du remplacement d'un agent pour des raisons autres que personnelles) ou en raison de circonstances exceptionnelles et imprévisibles.

Par ailleurs, un agent qui souhaite être remplacé pour une période d'astreinte doit en informer son responsable au minimum 5 jours ouvrés avant sa période d'astreinte, à charge pour lui de trouver son remplaçant, faute de quoi cette permutation sera rendue impossible.

Afin de permettre à l'agent d'exercer ses missions d'astreinte, la collectivité s'engage à mettre à sa disposition, les moyens nécessaires tels que définis précédemment.

[Les obligations de l'agent d'astreinte](#)

Si les agents placés sous astreinte sont autorisés à s'absenter de leur domicile, ils doivent veiller à demeurer à proximité de celui-ci afin de pouvoir rejoindre un lieu d'intervention en 30 minutes maximum. Le respect de ce délai d'intervention est obligatoire et figure sur la fiche de poste pour les services concernés (cf. tableau ci-après). Les dérogations ne sont admises qu'au cas par cas sous réserve de justificatifs (attestation médicale, éloignement, parents isolés,...) et de la validation de l'autorité territoriale sur proposition de la direction générale des services.

La fiche de poste de l'agent précise le caractère obligatoire ou non de l'astreinte.

Ils doivent également :

- Veiller à rester joignable à tout moment soit sur le téléphone portable mis à disposition, soit sur un poste fixe prédéfini ;
- Veiller à un chargement satisfaisant permanent de la batterie du téléphone portable mis à leur disposition ;
- Signaler sans délais au cadre d'astreinte immédiatement supérieur de son secteur, les difficultés rencontrées dans l'exercice des missions d'astreinte. Le cadre A rend compte à la direction générale des services des interventions les plus complexes ou nécessitant la mise en œuvre de moyens particuliers. Ce principe de l'astreinte ascendante en rendant compte à son supérieur hiérarchique doit être respecté impérativement ;
- Informer son supérieur hiérarchique d'astreinte de l'évolution de la situation pendant la durée de son intervention (arrivée sur site et fin d'intervention notamment) ;
- Veiller à remplir les fiches d'intervention et les retourner au supérieur hiérarchique qui les centralise ;
- Observer la plus grande discrétion par rapport aux informations dont ils auront connaissance dans le cadre de l'exercice de l'astreinte.

Les moyens matériels et humains

En cas de nécessité liée à un évènement de nature à déclencher le dispositif d'astreinte, les agents d'astreinte auront la possibilité de se rendre à leur poste de travail habituel aux jours et heures de fermeture des services. A cet effet, toutes dispositions seront prises pour leur permettre l'accès aux locaux correspondants.

Par ailleurs, les équipes d'astreinte de différents secteurs d'intervention peuvent se renforcer mutuellement en tant que de besoin sur décision de la direction générale des services ou de la direction générale adjointe. Il est également rappelé que les agents d'astreinte peuvent se renforcer pour se rendre sur des sites sensibles.

Services concernés	Cas de recours aux astreintes	Modalités d'organisation	Emplois
<p>DCE – Direction du Cycle de l'Eau</p>	<p><u>1. Astreinte de décision générale</u> Il s'agit de l'astreinte cadre de la direction. Elle permet d'accompagner les agents en intervention à travers les missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La coordination des moyens entre les différents services, avec les autres directions ; • La gestion des relations avec les mairies, les pôles de proximité et les services de l'Etat ; • Remonter les informations à la direction, à la direction générale, au Vice-Président et au Président. • Prise de décision importante aussi bien sur l'aspect sécurité, sanitaire et de continuité de service • Déclenchement d'interventions (prestataire hydrocurage) pour les réseaux d'eaux pluviales urbaines sur les secteurs en DSP. <p><u>2. Astreinte de décision usine</u> Il s'agit de l'astreinte de décision technique de la direction. Elle permet un appui technique aux agents en intervention à travers les missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appui technique sur le traitement et le process pour les astreintes d'exploitation sur les usines de Cherbourg • Appui technique sur le traitement et le process pour les astreintes d'exploitation sur les usines de l'ensemble du territoire • Aide à la décision pour l'astreinte de décision générale 	<p>Un cadre de la direction et un agent technique seraient concomitamment d'astreinte toutes les semaines pour les problématiques d'eau et d'assainissement mais également pour la GEMAPI.</p> <p>Les rotations de ces astreintes par paire s'effectuent sur 7 semaines.</p> <p>L'astreinte est amenée à intervenir 24h/24 et 7j/7.</p> <p>Pour chaque astreinte, rotation hebdomadaire du personnel d'astreinte du lundi 8h00 au lundi suivant 8h00.</p> <p><u>Moyens mis à disposition :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • téléphone portable, • véhicule de service, 	<p><u>1. Astreinte de décision générale</u> 1 agent par semaine Celle-ci est constituée des responsables d'unités exerçant des missions techniques (4 RU), du directeur du Pôle Service Technique, du directeur du Cycle de l'Eau ou du directeur délégué, à savoir sept agents.</p> <p><u>2. Astreinte de décision usine</u> 1 agent par semaine Un conseiller technique, un responsable de service ou un responsable d'équipe serait d'astreinte toutes les semaines. Certains agents de l'astreinte de décision usine peuvent être amenés à être d'astreinte deux fois sur ces 7 semaines.</p>
<p>DCE GEMAPI</p>	<p><u>Astreinte d'exploitation</u> Assure la surveillance des ouvrages lors d'évènement tempétueux 24h/24 7j/7 de manière à pouvoir le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Procéder à des travaux d'urgence (confortement, comblement), • Alerter le Maire en cas de risque de débordement ou de rupture. 	<p><u>Astreinte programmée</u> De novembre à mars si coefficient de marée supérieur ou égal à 100 D'avril à octobre si coefficient supérieur ou égal à 110. La durée de l'évènement de 1 à 5 jours En semaine : de 18 h à 8 h. le week-end et jour férié : 24h/24h</p>	<p><u>Astreinte d'exploitation</u> L'astreinte est réalisée par des chargés de projet, qui peuvent faire appel en cas d'intervention sur le terrain à des agents de renfort dans la limite de 2 agents par intervention (1 agent d'astreinte + 1 agent de renfort).</p>

Services concernés	Cas de recours aux astreintes	Modalités d'organisation	Emplois
	<p>Les évènements à risque dépendent des coefficients de marée et d'un croisement de facteurs météorologiques prédictibles à 1-2 jours près. Ces évènements peuvent donc en partie être anticipés. Pour la surveillance des digues classées de Barneville-Carteret, une astreinte programmée et une astreinte d'urgence seront organisées.</p> <p>Par contre, la surveillance de la digue de Barfleur fera l'objet uniquement d'une astreinte d'urgence, car les enjeux de protection de la digue et la fréquence des tempêtes de Nord-Est ne justifient pas la mise en place d'une astreinte programmée. Les astreintes d'urgence seront déterminées sur la base des conditions météorologiques par le responsable d'Unité GEMAPI, après concertation des agents GEMAPI, du DCE et du DGST. Elles seront planifiées par le responsable d'unité GEMAPI 24 h à 48h avant le début de l'astreinte sur la base du volontariat. Dans la mesure du possible, les mêmes agents assurent l'astreinte pour toute la durée d'un même évènement.</p>	<p><u>Astreinte d'urgence</u> Toute l'année en dehors des astreintes programmées si combinaison de paramètres météorologiques. La durée de l'évènement de 1 à 5 jours. En semaine : de 18 h à 8 h. Le week-end et jours férié : 24h/24h</p> <p><u>Moyens mis à disposition :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • portable, • véhicule de service, téléphone 	
<p>DCE Régie Cherbourg en Cotentin et La Saire en lien avec Cherbourg-En-Cotentin</p>	<p><u>Astreinte d'exploitation</u></p> <p>Prend les mesures d'urgence qui s'imposent dès lors qu'un incident a été signalé ou constaté sur le territoire de Cherbourg en Cotentin et qui pourrait mettre en cause la sécurité des usagers sur le domaine public</p>	<p>La rotation du personnel d'astreinte est organisée par semaine du vendredi 8 h 00 au vendredi suivant 8 h 00.</p> <p>L'équipe d'astreinte intervient en dehors des heures normales de travail, c'est-à-dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du lundi au jeudi de 11 h 45 à 13 h 15 et de 17 h le soir à 8 h le lendemain, • le week-end du vendredi 11h45 jusqu'au lundi 8 h • les jours fériés et ponts. 	<p><u>Astreinte d'exploitation</u></p> <p>5 personnes :</p> <p>un chef d'astreinte, qui reçoit les appels et organise l'intervention de l'équipe d'astreinte ou renvoi vers l'une des astreintes particulières ; une équipe d'astreinte comprenant 1 agent du service de la voirie, <u>2 agents du service de l'eau</u>, <u>1 agent du service de l'assainissement</u>, 1 agent du service propreté (balayeuse et aspiratrice), 2 agents de la DNPP avec qualification d'élagueur grimpeur qui</p>

Services concernés	Cas de recours aux astreintes	Modalités d'organisation	Emplois
		<p><u>Moyens mis à disposition :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • un téléphone portable par agent d'astreinte, • un véhicule de liaison affecté au chef d'astreinte type Beeper, • un véhicule spécialement affecté à l'astreinte, type fourgon, équipé du matériel léger nécessaire pour les interventions courantes sur voirie, • un fourgon pour l'eau, • une fourgonnette et une hydrocureuse pour l'assainissement, • une balayeuse et une aspiratrice pour la propreté. • un tractopelle ou une minipelle doivent constamment être à disposition chaque soir sur le site des Fourches. 	seraient placés en astreinte ponctuelle en cas d'alerte vents forts ou appel en renfort.
<p>DCE Régie La Hague</p>	<p><u>1. Astreinte d'exploitation</u></p> <p><u>Réseau AEP :</u> Prend les mesures d'urgence qui s'imposent dès lors qu'un incident a été signalé ou constaté sur le territoire de la Hague sur l'ensemble du réseau d'eau potable et branchement abonné + Renfort à l'équipe réseau assainissement et traitement des eaux.</p> <p><u>Réseaux Assainissement :</u> Prend les mesures d'urgence qui s'imposent dès lors qu'un incident a été signalé ou constaté sur le territoire de la Hague sur l'ensemble du réseau d'eau pluvial, d'assainissement individuel (ANC) et collectif. + Renfort a l'équipe réseau eau potable et traitement des eaux pour intervention avec camion hydrocureur sur l'ensemble des installations de traitement, poste de relèvement et station d'épuration,</p>	<p>Appel des abonnés sur la ligne centrale de la commune de la Hague via un serveur vocal avec le choix d'urgence réseau eau potable ou réseau assainissement.</p> <p>Pour chaque astreinte, rotation hebdomadaire du personnel d'astreinte du Lundi 8h00 au lundi suivant 8h00.</p> <p>Astreinte en dehors des heures ouvrable :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du lundi au jeudi de 12h00 à 13h30 et de 17h30 le soir à 8h le lendemain • le weekend du vendredi 16h30 jusqu'au lundi 8 h • les jours fériés et ponts. <p><u>Moyens mis à disposition :</u></p> <p><u>Pour tous les agents d'astreinte :</u> Un téléphone portable</p>	<p><u>1. Astreinte d'exploitation</u></p> <p>3 agents par semaine (1 par type d'astreinte) qui peuvent s'entraider si nécessaire</p> <p><u>2. Astreinte de renfort</u> Renfort provenant des agents de la Régie Hague sur la base du Volontariat</p> <p><u>3. Astreinte InterRégie</u> Personnel d'astreinte sur la régie limitrophe.</p>

Services concernés	Cas de recours aux astreintes	Modalités d'organisation	Emplois
	<p><u>Traitement des eaux :</u> Réception des alarmes télésurveillance de l'ensemble des installations eau assainissement d'urgence de type hydraulique ou électromécanique sur l'ensemble des installations d'eau (forage, réservoirs, traitement), installations ANC (PR) et collectif (PR et Step) + Renfort a l'équipe réseau eau potable et assainissement.</p> <p><u>2. Astreinte de renfort</u> En cas d'intervention nécessitant du personnel supplémentaire</p> <p><u>3. Astreinte InterRégie</u> Possibilité de supplémentaire par le biais l'astreinte du secteur limitrophe</p>	<p><u>Pour réseau AEP :</u> Véhicule léger type Partner avec équipement pour intervention simple sur le réseau et sur le branchement abonné.</p> <p><u>Pour le réseau ASS :</u> Véhicule léger type Partner avec équipement pour intervention simple sur le réseau</p> <p><u>Pour le Traitement des eaux :</u> Véhicule type fourgon Master avec équipement pour intervention hydraulique et électromécanique. Obligation d'avoir un abonnement internet chez l'agent d'astreinte pour le suivi de la télésurveillance.</p> <p><u>Pour l'ensemble d'astreinte camion hydrocureur, fourgons d'intervention, minipelle et camion grue.</u></p> <p>Le matériel suivant, ponctuellement utile en intervention d'astreinte, est la propriété de la commune de la Hague :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tractopelle avec chauffeur • Compresseur avec marteau piqueur. • Téléscopique • Groupe électrogène. 	
<p>DCE Régie Les Pieux</p>	<p><u>1. Astreinte téléphonique :</u> Reçoit tous les appels (transfert téléphonique du standard du Pôle au domicile de l'agent), filtre les demandes, évalue l'importance et l'urgence des mesures à prendre et active, si nécessaire, l'astreinte d'intervention. Prise en compte immédiate des appels pour</p>	<p><u>1. Astreinte téléphonique</u> Active toute l'année du lundi 12h00 au lundi suivant à 8h00 au domicile de l'agent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du lundi au vendredi de 12 h 00 à 13 h 30 et de 17 h le soir à 8 h le lendemain 	<p><u>1. Astreinte téléphonique</u> Un agent.</p> <p><u>2. Astreinte d'exploitation :</u> Un agent par semaine.</p> <p><u>3. Astreinte de renfort</u></p>

Services concernés	Cas de recours aux astreintes	Modalités d'organisation	Emplois
	<p>apporter une réponse rapide et efficiente. Un guide le l'astreinte est à sa disposition comprenant des fiches méthodologiques par typologie de services ou de bâtiments. Une traçabilité des appels est mentionnée dans une main courante. Selon les interventions effectuées il informe quotidiennement les chefs de service concernés afin que des actions complémentaires puissent être menées ou programmées dans le cadre de l'activité du service.</p> <p><u>2. Astreinte d'exploitation :</u> L'agent d'astreinte n'intervient que sur appel de l'astreinte téléphonique. Il est appelé pour répondre à des situations d'urgence dommageables pour les personnes ou les biens dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Il se réfère au guide de l'astreinte pour son intervention. En cas de nécessité, l'agent d'intervention peut solliciter l'astreinte téléphonique seule habilitée à appeler en renfort d'autres agents qui se sont portés volontaires. A la fin de chaque intervention l'agent en réfère à l'astreinte téléphonique pour lui notifier le temps passé en intervention, les raisons de l'intervention, et les mesures correctives ou complémentaires ultérieures.</p> <p><u>3. Astreinte de renfort</u> En cas d'intervention d'urgence nécessitant du personnel supplémentaire.</p> <p><u>4. Astreinte InterRégie</u> Possibilité de renfort supplémentaire par le biais de l'astreinte du secteur limitrophe.</p>	<ul style="list-style-type: none"> le weekend du vendredi 17h00 jusqu'au lundi 8 h les jours fériés et ponts. <p>Un planning annuel est mis en place en Novembre N-1.</p> <p>L'agent utilise sa ligne privée et son portable professionnel, renseigne une main courante, dispose d'un guide technique.</p> <p><u>2. Astreinte d'exploitation :</u> Active toute l'année du lundi 12h00 au lundi suivant à 8h00 au domicile de l'agent :</p> <ul style="list-style-type: none"> du lundi au vendredi de 12 h 00 à 13 h 30 et de 17 h le soir à 8 h le lendemain, le weekend du vendredi 17h00 jusqu'au lundi 8 h, les jours fériés et ponts. <p><u>Moyens mis à disposition</u></p> <ul style="list-style-type: none"> un téléphone portable un véhicule d'intervention du service (traffic). <p>+ tous les moyens matériels du service d'exploitation : fourgon, camion, minipelle hydrocureuse, matériel électroportatif, compresseur, remorque de signalisation.</p>	<p>Renfort possible à l'initiative de l'astreinte téléphonique ou d'une astreinte de décision. Renfort provenant des agents de la Régie des Pieux sur la base du Volontariat.</p> <p><u>4. Astreinte InterRégie</u> Personnel d'astreinte sur la régie limitrophe.</p>
<p>DCE Régie St Sauveur</p>	<p><u>1. Astreinte d'exploitation</u> Prend les mesures d'urgence qui s'imposent dès lors qu'un incident a été signalé ou constaté sur le</p>	<p>La rotation du personnel d'astreinte est organisée par semaine du lundi 8 h 30 au lundi 8 h30.</p>	<p><u>1. Astreinte d'exploitation</u> 3 agents assurent les astreintes ; 1 agent par semaine. L'agent qui reçoit les appels, s'organise et intervient ou appel du</p>

Services concernés	Cas de recours aux astreintes	Modalités d'organisation	Emplois
	<p>territoire de St Sauveur le Vicomte afin de permettre la continuité du service eau et assainissement.</p> <p><u>2. Astreinte de renfort</u> En cas d'intervention d'urgence nécessitant du personnel supplémentaire</p> <p><u>3. Astreinte InterRégie</u> Possibilité de renfort supplémentaire par le biais de l'astreinte du secteur en régie limitrophe</p>	<p>L'équipe d'astreinte intervient en dehors des heures normales de travail, c'est-à-dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du lundi au vendredi de 12 h 00 à 13 h 30 et de 17 h le soir à 8 h le lendemain • le weekend du vendredi 17h00 jusqu'au lundi 8 h, • les jours fériés et ponts. <p><u>Moyens mis à disposition</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • un téléphone portable par agent d'astreinte • un véhicule équipé du matériel pour les interventions eau potable et assainissement • un Boxer Peugeot • une Fourgonnette Kangoo, • une mini pelle. 	<p>renfort auprès de ses collègues en cas de besoin et suivant l'importance de l'intervention.</p> <p><u>2. Astreinte de renfort</u> Renfort provenant des agents de la Régie de St Sauveur sur la base du volontariat</p> <p><u>3. Astreinte InterRégie</u> Personnel d'astreinte sur la régie limitrophe.</p>
<p>DCE Régie Montebourg</p>	<p><u>1. Astreinte d'exploitation</u> Prend les mesures d'urgence qui s'imposent dès lors qu'un incident a été signalé ou constaté sur le territoire de MONTEBOURG afin de permettre la continuité du service eau et assainissement.</p> <p><u>2. Astreinte de renfort</u> En cas d'intervention d'urgence nécessitant du personnel supplémentaire</p> <p><u>3. Astreinte InterRégie</u> Possibilité de renfort supplémentaire par le biais de l'astreinte du secteur en régie limitrophe.</p>	<p>La rotation du personnel d'astreinte est organisée par semaine du lundi 8h30 au lundi 8h30.</p> <p>L'équipe d'astreinte intervient en dehors des heures normales de travail, c'est-à-dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du lundi au vendredi de 12h00 à 13h30 et de 17h00 le soir à 8h30 le lendemain, • le weekend du vendredi 17h00 jusqu'au lundi 8h30, • les jours fériés et ponts. <p><u>Moyens mis à disposition :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • un téléphone portable par agent d'astreinte, • un véhicule équipé du matériel pour les interventions eau potable et assainissement, 	<p><u>1. Astreinte d'exploitation</u> 4 personnes assurent les astreintes. L'agent qui reçoit les appels, s'organise et intervient ou appel du renfort en fonction de la gravité de l'intervention.</p> <p><u>2. Astreinte de renfort</u> Renfort provenant des agents de la Régie de Montebourg sur la base du volontariat.</p> <p><u>3. Astreinte InterRégie</u> Personnel d'astreinte sur la régie limitrophe.</p>

Services concernés	Cas de recours aux astreintes	Modalités d'organisation	Emplois
		<ul style="list-style-type: none"> • un IVECO, un RENAULT TRAFIC et trois fourgonnettes, • une mini pelle. 	
<p>DCE Régie Valognes</p>	<p><u>1. Astreinte d'exploitation</u> Prend les mesures d'urgence qui s'imposent dès lors qu'un incident a été signalé ou constaté sur le territoire de la ville de Valognes ainsi que sur le territoire des communes de LIEUSAIN et YVETOT-BOCAGE.</p> <p><u>2. Astreinte de renfort</u> En cas d'intervention nécessitant du personnel supplémentaire.</p> <p><u>3. Astreinte InterRégie</u> Possibilité de renfort supplémentaire par le biais de l'astreinte du secteur limitrophe</p>	<p>Active toute l'année du Jeudi 12h00 au jeudi suivant 12h00.</p> <p>Un planning annuel est mis en place en Novembre N-1.</p> <p><u>Moyens mis à disposition :</u></p> <p>Un téléphone portable Les véhicules et moyens matériels du service exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Utilitaire • Fourgon. • Benne. • Cureuse. • Compresseur. <p>Remorque Feux.</p>	<p><u>1. Astreinte d'exploitation</u> L'astreinte est réalisée par 4 personnes du service exploitation de Valognes. 1 agent par semaine</p> <p><u>2. Astreinte de renfort</u> Renfort provenant des agents de la Régie de Valognes sur la base du volontariat.</p> <p><u>3. Astreinte InterRégie</u> Personnel d'astreinte sur la régie limitrophe.</p>
<p>DCE Régie Divette</p>	<p><u>1. Astreinte d'exploitation</u> Prend les mesures d'urgence qui s'imposent dès lors qu'un incident a été signalé ou constaté sur le territoire de Douve Divette afin de permettre la continuité du service eau et assainissement</p> <p><u>2. Astreinte de renfort</u> En cas d'intervention nécessitant du personnel supplémentaire.</p> <p><u>3. Astreinte InterRégie</u> Possibilité de renfort supplémentaire par le biais de l'astreinte du secteur limitrophe.</p>	<p>La rotation du personnel d'astreinte est organisée par semaine du jeudi 8h00 au jeudi 8h00. L'équipe d'astreinte intervient en dehors des heures normales de travail, c'est-à-dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du lundi au jeudi de 12h00 à 13h30 et de 17h30 le soir à 8h00 le lendemain • le weekend du vendredi 16h00 jusqu'au lundi 8 h • les jours fériés et ponts. <p><u>Moyens mis à disposition :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • un téléphone portable, • un véhicule équipé du matériel pour les interventions eau potable et assainissement, du matériel de terrassement en location. 	<p><u>1. Astreinte d'exploitation</u> 3 personnes assurent les astreintes / 1 agent par semaine. L'agent qui reçoit les appels, s'organise et intervient ou appel du renfort en fonction de la gravité de l'intervention.</p> <p><u>2. Astreinte de renfort</u> Renfort provenant des agents de la Régie de Douve Divette sur la base du volontariat.</p> <p><u>3. Astreinte InterRégie</u> Personnel d'astreinte sur la régie limitrophe.</p>

Services concernés	Cas de recours aux astreintes	Modalités d'organisation	Emplois
<p>DDMA (Direction des Déchets Ménagers et Assimilés)</p>	<p>Afin d'assurer la continuité du service public tel que définie par la CAC dans le cadre de ses compétences en matière de collecte et traitement des déchets ménagers, pour certaines activités, il est nécessaire de pouvoir recourir à tout moment à des agents qui doivent intervenir dans l'urgence du fait :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de leur rôle hiérarchique, prendre des décisions ; • de leurs compétences techniques, intervenir pour rétablir le bon fonctionnement des services dont l'interruption aurait un impact conséquent sur la continuité du service à l'usager. <p>Il y a lieu de distinguer deux grandes missions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les missions de collecte sur le domaine public, en porte à porte ou en apport volontaire ; • la gestion de sites que sont les déchèteries et les sites de transfert. <u>Collecte sur le domaine public, en porte à porte ou en apport volontaire</u> <p><u>1. Astreinte d'exploitation</u> Afin d'assurer la possibilité de la collecte de bac roulant ou d'apport volontaire, en cas de risque pour l'environnement ou d'affluences exceptionnelles qui n'auraient pu être programmées.</p> <p><u>Gestion des déchèteries et des sites de transfert</u> Compte tenu des larges amplitudes horaires des déchèteries, il y a lieu d'assurer, par astreinte de décision, à chaque gardien la possibilité d'avoir un contact avec un supérieur afin de rendre compte dans les meilleurs délais de problèmes liés à des risques environnementaux ou de sécurité. Par ailleurs l'astreinte de décision pourra en cas de risque</p>	<p>La rotation du personnel d'astreinte est organisée par semaine du vendredi 12h00 au vendredi suivant 12h00.</p> <p>L'équipe d'astreinte intervient en dehors des heures normales de travail, c'est-à-dire, le week-end du vendredi 17h00 au lundi 9h00</p> <p><u>Moyens mis à disposition :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • un téléphone portable • véhicule équipé du matériel pour les interventions, camion BOM, grue auxiliaire et bras ampiroll. 	<p>1 chauffeur de BOM, un ripeur pour le secteur Nord de la CAC (Pôles de proximité de Douve Divette, CeC, la Saire, St Pierre Eglise) et 1 chauffeur de BOM, un ripeur pour le reste du territoire, soit les secteurs Ouest et Centre-Est pour la collecte des bacs roulants et éventuellement de déchets en vrac qui auraient pu être déposés.</p> <p>1 chauffeur habilité pour la manipulation de grue auxiliaire et de caisson de déchetterie pour tout le territoire de la CAC.</p> <p><u>Périmètre d'intervention :</u> Les déchèteries et sites de transfert du territoire CAC</p>

Services concernés	Cas de recours aux astreintes	Modalités d'organisation	Emplois
	<p>environnemental sur les sites de transferts et déchèteries faire appel à l'astreinte d'exploitation. Afin d'assurer la continuité de l'ouverture des déchèteries, notamment le week-end, une astreinte d'exploitation d'un gardien est nécessaire.</p>		
<p>PP Les Pieux</p>	<p>L'astreinte intervient en dehors des heures normales de fonctionnement des services pour prendre des mesures d'urgence, afin de faire face à des problèmes imprévus, relevant des compétences du Pôle de Proximité des Pieux et pouvant s'avérer dommageables pour les personnes et/ou les biens.</p> <p><u>Astreinte téléphonique</u> : l'agent d'astreinte reçoit les appels, filtre les demandes, évalue l'importance et l'urgence des mesures à prendre et active, si nécessaire, l'astreinte d'intervention. Afin de faciliter l'accès de l'utilisateur à l'astreinte, un numéro unique à composer (numéro du siège administratif du Pôle de Proximité), à l'aide du transfert téléphonique du standard du Pôle au domicile de l'agent d'astreinte téléphonique. Prise en compte immédiate des appels afin d'y apporter d'emblée une réponse efficace. Un guide de l'astreinte est à la disposition de l'agent d'astreinte (fiches méthodologiques par typologie de services ou de bâtiments). Il trace les appels dans une main courante (date et heure d'appel, lieu, demande, intervention et finalité) et suivant les interventions réalisées, il informe quotidiennement les chefs de services concernés des interventions réalisées pendant l'astreinte afin que des mesures complémentaires puissent être réalisées ou programmées dans le cadre de l'activité du service.</p>	<p><u>Programmation</u> :</p> <p>L'astreinte fonctionne du lundi, 8h00 jusqu'au lundi suivant 8h00 et elle est active de 12h00 à 13h30 et de 17h00 à 8h00 en semaine ainsi que le week-end 24h/24h.</p> <p>La programmation est annuelle.</p>	<p>Un agent d'astreinte référent est nommé pour chaque année civile. Il a un rôle d'interlocuteur privilégié des autres agents d'astreinte et des différents services du Pôle de Proximité ou des Pôles décentralisés. Il est le garant de la bonne communication entre agents d'astreinte et les services ainsi que de la transmission des informations nécessaires au bon fonctionnement de l'astreinte du Pôle.</p> <p>Il est le référent pour la mise en place du planning annuel et son suivi et en gère les modifications éventuelles (remplacements entre agents d'astreinte).</p> <p><u>Périmètre d'intervention</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> Bâtiments Voirie Eclairage public Piscine Fourrière intercommunale Cuisine centrale Ecole de musique Port Diélette Hébergements collectifs Transport scolaire Pollution accidentelle Surveillance des plages Pollution marine et échouage de mammifère marins Plan neige

Services concernés	Cas de recours aux astreintes	Modalités d'organisation	Emplois
	<p>Mutualisation de l'astreinte téléphonique avec les services décentralisés de la CAC sur le pôle de proximité (Cycle de l'eau, Déchets ménagers et assimilés).</p> <p><u>Astreinte d'intervention</u> : l'agent d'astreinte d'intervention n'intervient que sur appel de l'astreinte téléphonique. Il est appelé pour répondre à des situations d'urgence dommageables pour les personnes ou les biens. Il se réfère au guide de l'astreinte pour son intervention (fiches pratiques procédures et fiches pratique sécurités misent à jour par typologie indiquant les procédures ou les numéros d'entreprises extérieures mandatées). En cas de nécessité, l'agent d'intervention peut solliciter l'astreinte téléphonique seul habilité à appeler en renfort d'autres agents qui se sont portés volontaires. A la fin de chaque intervention, l'agent en réfère à l'astreinte téléphonique pour lui notifier : le temps passé en intervention, les raisons de l'intervention, et les suites éventuelles et complémentaires qu'il conviendra d'apporter ultérieurement aux travaux effectués. L'astreinte téléphonique consigne ces données dans la main courante pour le suivi administratif et opérationnel.</p> <p><u>Astreinte de décision</u> : Support à l'astreinte d'exploitation qui reste exceptionnelle. Elle n'est actionnée que dans les situations suffisamment graves pour requérir une intervention immédiate.</p>		<p><u>Astreinte de décision</u> Elle est assurée par un responsable hiérarchique, dans l'ordre ascendant : responsable d'unité, directeur adjoint pôle, directeur de pôle, DGA. Il valide ou invalide le choix des actions et suit les mesures complémentaires prises dans l'intérêt de l'activité du service concerné.</p>
PP La Hague	<p><u>1. Astreinte d'exploitation</u></p> <p>Prend les mesures d'urgence qui s'imposent dès lors qu'un incident a été signalé ou constaté sur l'équipement Centre aquatique</p>	La rotation du personnel d'astreinte est organisée par semaine du lundi 13h30 au lundi 13h30	3 agents techniques assurent les astreintes / 1 agent par semaine L'agent qui reçoit les appels, s'organise et intervient ou

Services concernés	Cas de recours aux astreintes	Modalités d'organisation	Emplois
	OCEALIS de la Hague (qualité de l'eau, galerie technique, appareils de nettoyage...)	L'équipe d'astreinte intervient en dehors des heures normales de travail et les jours fériés et ponts. <i>Moyens mis à disposition :</i> une téléphone portable véhicule équipé du matériel pour les interventions	appel du renfort en fonction de la gravité de l'intervention <u>Périmètre d'intervention :</u> Centre aquatique OCEALIS La Hague
DLMG Service Parc Véhicules et Atelier	<u>Astreinte de sécurité :</u> En cas d'intervention d'urgence nécessitant l'intervention immédiate d'un mécanicien pour assurer une continuité de service	<u>Astreinte ponctuelle, non régulière :</u> Cette astreinte sera actionnée que dans des situations exceptionnelles et non régulières. Cette astreinte sera actionnée par le Pôle AG/MG/CP en fonction des besoins des services et si un risque de discontinuité du service est identifié. <u>Matériels mis à disposition :</u> Téléphone portable, véhicule d'intervention du garage (dont outillage et pièces détachées)	1 mécanicien volontaire par astreinte (sur les 3 en exercice du service). L'agent reçoit un appel de la responsable de l'unité Logistique ou de la directrice LMG pour assurer l'intervention demandée par les services. Les interventions pourront avoir lieu : <ul style="list-style-type: none"> • de préférence, et si le véhicule est déplaçable, à l'atelier mécanique des Pieux au CTC en cas d'immobilisation totale du véhicule, intervention sur le lieu de panne du véhicule, sur l'ensemble du territoire de la CAC
DTM – Direction Transport et Mobilités	<u>Astreinte de décision :</u> L'exploitation des transports non urbains s'opère sur une plage horaire de 6h à 21h. Cette astreinte de décision permet d'accompagner les différents partenaires (transporteurs, collectivités locales, services de l'Etat, écoles, parents d'élèves) et de coordonner les interventions sur le terrain, en garantissant une réactivité en cas d'urgence, notamment sur les plages horaires non travaillées et le weekend.	La rotation du personnel d'astreinte est organisée par semaine du lundi 14h00 au lundi 14h00, sur un cycle de trois semaines (astreinte obligatoire). Néanmoins d'autres agents pourront être sollicités en fonction des besoins (astreinte facultative), notamment en cas d'indisponibilité ou d'évènement à caractère exceptionnel qui nécessite la présence d'un agent supplémentaire. <u>Moyens mis à disposition :</u> Téléphone portable, ordinateur portable, classeur d'intervention.	1 agent par semaine. <u>Astreinte obligatoire :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Le responsable d'unité affaires administratives • Le chargé de projet transports non urbains • Le chargé de projet transports urbains <u>Astreinte facultative :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Le Directeur Transports & Mobilité • Le chargé de projet intermodalité et offre nouvelle • Le chargé de mission marketing & promotion • Tout autre agent de la direction de catégorie B ou A.

II Le régime de rémunération ou compensation des astreintes

A. Droit commun

Dans le cadre du droit commun l'agent amené à assurer une période d'astreinte bénéficie à son choix :

- D'une indemnité d'astreinte dont le montant varie en fonction de la période et de la filière ;
- D'une indemnité d'intervention, rémunérant le travail effectif réalisé au cours de l'astreinte ;
- Ou d'un repos compensant le travail effectif réalisé au cours de l'astreinte.

Les modalités de récupération des heures supplémentaires seront définies en amont entre l'agent et le responsable hiérarchique sous réserve des nécessités de service. Afin de respecter les garanties minimales relatives au temps de travail et au temps de repos, ainsi que dans le cadre de la prévention des risques professionnels, les heures supplémentaires pourront être récupérées dès que l'agent est censé reprendre son planning de travail normal, notamment dans le cas où le temps de repos minimum quotidien de 11 h n'est pas effectif.

Si le temps de repos minimum quotidien de 11 h est effectif entre la fin des heures supplémentaires effectuées et la reprise du planning de travail normal de l'agent, la récupération des heures supplémentaires devra intervenir dans un délai maximum de 2 mois, sous réserve des nécessités de service.

Pour les grades et échelons pouvant y prétendre, les indemnités d'intervention, sont rétribuées aux taux prévus par les textes dans les limites des plafonds réglementaires, la limite des crédits prévus et sous réserve d'une demande motivée du responsable hiérarchique.

Les indemnités ou les compensations ne pourront être attribuées aux intéressés qu'après production de fiche d'intervention (annexe 1) détaillant pour chacune, l'origine de la demande d'intervention, le lieu, la nature des travaux réalisés et le temps de l'intervention.

Elles ne peuvent être attribuées aux agents qui bénéficient d'une convention d'occupation par nécessité absolue de service ou d'une nouvelle bonification indiciaire au titre de fonctions de responsabilité supérieure. La rémunération et la compensation sont exclusives l'une de l'autre pour une même période.

L'indemnité horaire des interventions n'est pas cumulable avec les IHTS.

B. Les barèmes d'indemnisation des astreintes applicables sont les suivants :

Pour l'astreinte de la filière technique :

Période d'astreinte	Astreinte d'exploitation	Astreinte de sécurité	Astreinte de décision
Semaine complète	159,20 €	149,48 €	121,00 €
Week-end (du vendredi soir au lundi matin)	116,20 €	109,28 €	76,00 €
Nuit entre le lundi et le samedi intérieure à 10 heures	8,60 €	8,08 €	10,00 €
Nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10 heures	10,75 €	10,05 €	

Samedi ou journée de récupération	37,40 €	34,85 €	25,00 €
Dimanche ou jour férié	46,55 €	43,38 €	34,85 €

En cas d'intervention pendant l'astreinte, l'agent peut bénéficier de **repos compensateur** dans les conditions suivantes :

Repos compensateur en % du temps d'intervention

Période d'intervention	
Samedi	125%
Repos par l'organisation collective du travail	125%
Nuit	150%
Dimanche et jour férié	200%

Une même heure d'intervention effectuée sous astreinte ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et au versement de l'indemnité d'intervention.

L'indemnisation horaire des interventions versée en application du titre II du décret du 14 avril 2015 susvisé pendant les périodes d'astreinte est de :

Période d'intervention	Indemnité horaire
Nuit	22 €
Samedi	22 €
Dimanche et jour férié	22 €
Jour de semaine	16 €

Toutefois, l'indemnité n'est pas due si l'agent a droit aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Le montant de l'indemnité et la durée du repos compensateur en cas d'astreinte sont majorés de 50% en cas de prévenance de moins de 15 jours avant la date de réalisation de l'astreinte **Pour l'astreinte des agents hors filière technique :**

Période d'astreinte de sécurité	Montant de l'indemnité
Semaine complète	149,48 €
Nuit de semaine	10,05 €
Une astreinte du lundi matin au vendredi soir	45 €
Week-end, du vendredi soir au lundi matin	109,28 €
Un samedi	34,85 €
Dimanche ou jour férié	43,38 €

Le personnel non technique peut bénéficier d'une indemnité supplémentaire dans les conditions suivantes :

Indemnité supplémentaire pour les agents non techniques en fonction de la période d'intervention	
Période d'intervention	Indemnité horaire
Entre 18 h et 22 h	16 €

Entre 7 h et 22 h le samedi	16 €
Entre 22 h et 7 h	24 €
Dimanches et jours fériés	32 €

Toutefois, l'indemnité n'est pas due si l'agent a droit aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

En cas d'intervention pendant l'astreinte, l'agent peut bénéficier de **repos compensateur** dans les conditions suivantes :

Repos compensateur en % du temps d'intervention

Période d'intervention	
Samedi	110%
Jour de semaine	110%
Nuit	125%
Dimanche et jour férié	125%

Une même heure d'intervention effectuée sous astreinte ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et au versement de l'indemnité d'intervention.

Le montant de l'indemnité et la durée du repos compensateur en cas d'astreinte sont majorés de 50% en cas de prévenance de moins de 15 jours avant la date de réalisation de l'astreinte.

Annexe : textes de référence

- Décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique Territoriale (FPT), article 5
- Décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif à la rémunération ou la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale (FPT)
- Arrêté du 7 février 2002 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions
- Arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement
- Arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur (JO du 11 novembre 2015).



Annexe 1

**ASTREINTE TECHNIQUE
FICHE DE PRISE D'APPEL, DE SUIVI et D'INTERVENTION**

(A remplir lisiblement SVP)

SEMAINE N° ANNÉE

Agent d'astreinte.....Direction.....

Date.....Heure prise d'appel.....H.....

Transmis par : M.....Tél.....Port.....

Adresse

Souhaitant être rappelé(e) : Non Oui Fait : Non Oui à.....H.....

Localisation précise du problème (rue).....

*Nature du problème.....

.....

.....

.....

.Réponse donnée : pas du ressort de l'astreinte simple(s) renseignement (s) Résolu par tél. sans
déplacement intervention sur place seul(e) à 2 à 3 à 4 plus.....

*1^{ère} demande de renfort CAC àH.....Suite :.....

*Demande d'assistance entreprise àH.....Suite :.....

*Détails de l'intervention et moyens utilisés/matériels laissés sur place.....

.....

.....

.....Signature de l'agent :

**En cas de besoin, utiliser le verso de ce document.*

**COPIE A TRANSMETTRE OBLIGATOIREMENT AU POLE RH – DAARC
AINSI QU'AU DIRECTEUR DU SERVICE CONCERNE PAR UNE EVENTUELLE SUITE A DONNER**